

ASIA PACIFIC
FOUNDATION
OF CANADA

FONDATION
ASIE PACIFIQUE
DU CANADA

.....

RAPPORT *INVESTMENT MONITOR*

Un rééquilibrage des liens d'investissement entre le Canada et l'Asie

.....

BILAN DE L'ANNÉE 2024

.....

TABLE DES MATIÈRES

POINTS À RETENIR	3
INTRODUCTION	6
IDE ENTRANTS	9
Ventilation par secteur	11
Ventilation par province	12
Type d'investissement	14
Type d'investisseur	14
IDE SORTANTS	16
Ventilation par secteur	19
Type d'investissement	20
<i>Investissements des caisses de retraite</i>	20
<i>Comparaison entre les fusions et acquisitions et les installations nouvelles</i>	22
CONCLUSION	23
REMERCIEMENTS	24

POINTS À RETENIR

Les flux totaux d'investissements directs étrangers (IDE) entre le Canada et la région indo-pacifique ont fortement diminué en 2024, en raison d'une baisse marquée des investissements canadiens à l'étranger.

Les flux d'IDE bilatéraux entre le Canada et la région indo-pacifique sont passés de 35 G\$ CA en 2023 à 24 G\$ CA en 2024, soit bien en deçà de la moyenne annuelle sur dix ans de 36 G\$ CA. Ce recul de 31 % découle principalement d'une forte baisse de 58 % des investissements canadiens à l'étranger, qui ont diminué de 12,2 G\$ CA à 5,2 G\$ CA en partie à cause d'une activité moindre dans le domaine des caisses de retraite. Les IDE sortants accusent un recul pour la troisième année consécutive, ce qui témoigne d'un plus vaste rééquilibrage des investissements canadiens. Bien que le Canada demeure un exportateur net de capitaux à l'échelle mondiale, la tendance inverse est devenue de plus en plus marquée dans sa relation avec la région indo-pacifique au cours des dernières années.

Les investissements étrangers provenant de la région indo-pacifique ont légèrement diminué, mais continuent de suivre une forte tendance de croissance à long terme.

Les IDE entrants en provenance de la région indo-pacifique ont reculé de 16 % en 2024, passant de 22,9 G\$ CA à 19,2 G\$ CA. Malgré ce ralentissement à court terme, les flux entrants demeurent près d'une fois et demie supérieurs à leur niveau d'il y a dix ans et dépassent la moyenne annuelle sur dix ans de 17 G\$ CA.

Les flux d'IDE canadiens dans la région indo-pacifique se concentrent de plus en plus dans un petit nombre d'économies, soit dans six économies qui reçoivent presque tous les flux d'investissements.

En 2024, 97,5 % des flux d'IDE bilatéraux du Canada ont été effectués avec l'Australie (30 %), Taïwan (22 %), le Japon (21 %), la Chine (15 %), l'Inde (8 %) et la Corée du Sud (1,5 %). Les IDE sortants étaient les plus concentrés, soit avec l'Australie (55 %), l'Inde (29 %) et la Corée du Sud (6 %), qui ensemble représentaient 90 % des investissements canadiens dans la région. Les IDE étaient dominés par Taïwan (28 %), le Japon (26 %) et l'Australie (23 %) pour un total de près de 80 % des entrées d'investissements.

MÉTHODOLOGIE

Selon l'[OCDE](#), les IDE sont des investissements effectués par un résident ou une entreprise d'une économie qui permettent d'acquérir un intérêt durable et une influence considérable auprès d'un résident ou d'une entreprise d'une autre économie. Une telle relation se manifeste par une entreprise qui détient plus de 10 % du nombre de voix attribuées, contrairement à des investissements de portefeuille qui n'offrent pas ce contrôle sur le plan de la gestion.

Le présent rapport est fondé sur les données d'*Investment Monitor* de la FAP Canada, qui suit la valeur des transactions transfrontalières individuelles entre le Canada et des entreprises de la région indo-pacifique au cours d'une période donnée. *Investment Monitor* recense les nouveaux investissements (c.-à-d. dans les installations nouvelles) ainsi que les fusions et acquisitions, en attribuant l'activité d'investissement à l'économie qui exerce le contrôle ultime.

À titre de comparaison, les rapports d'investissements de Statistique Canada s'appuient sur les flux d'IDE, qui incluent non seulement

La géographie des investissements canadiens dans la région indo-pacifique est en changement, marquée par une exposition réduite à la Chine et un engagement croissant envers l'Inde.

Il y a quinze ans, la Chine et Hong Kong représentaient en moyenne 23 % des flux d'IDE bilatéraux du Canada dans la région indo-pacifique. Cependant, au cours des cinq dernières années, ces flux ont connu une baisse pour s'établir à environ 14 %. À l'inverse, au cours de la même période, les flux d'IDE bilatéraux en Inde sont passés de 5 % à une moyenne de 26 %. Cette hausse fait ressortir le rééquilibrage constant des investissements canadiens qui s'opère pour s'éloigner de la Chine et se rapprocher de l'Inde. Les investissements en Australie, au Japon et en Corée du Sud sont demeurés relativement stables, ce qui témoigne d'une confiance immuable à l'égard des partenaires habituels du Canada dans la région indo-pacifique malgré l'évolution de la répartition géographique globale des IDE qui se poursuit.

les investissements en capital, mais aussi le réinvestissement des bénéfices, les transactions de dette interentreprises et les stocks d'IDE. Ainsi, ces statistiques représentent plutôt la valeur cumulative totale des flux d'investissement. Statistique Canada utilise des enquêtes annuelles et des données administratives pour évaluer le degré global de la propriété étrangère dans l'économie canadienne.

Les investissements de la région indo-pacifique au Canada étaient très concentrés dans trois provinces en 2024 : la Colombie-Britannique, le Québec et l'Ontario. À elles seules, ces provinces ont reçu près de 97 % du total des flux d'IDE bilatéraux.

La Colombie-Britannique arrive en tête du classement avec 7,1 G\$ CA (37 %), en raison d'une forte hausse des investissements dans l'extraction de minéraux critiques. Le Québec suit de près (6,6 G\$ CA; 34 %), en grande partie grâce à l'acquisition de Future Electronics par Taïwan pour la somme 5,2 G\$ CA. La part de l'Ontario (26 %) a fortement chuté, de 10 G\$ CA en 2023 à 5 G\$ CA en 2024, en raison d'un repli marqué des investissements dans les secteurs des services financiers et de l'énergie. Ensemble, les autres provinces ont attiré moins de 3 % des IDE en provenance de la région indo-pacifique.

Les flux d'IDE entre le Canada et la région indo-pacifique en 2024 étaient très concentrés dans quelques secteurs clés.

Pour ce qui est des IDE entrants, près de 90 % des investissements au Canada visaient seulement deux secteurs : l'exploitation minière et les produits chimiques ainsi que les biens et services industriels. Ces flux étaient attribuables à des transactions importantes dans les minéraux critiques et la fabrication de pointe. Les investissements canadiens à l'étranger, bien que légèrement plus diversifiés, présentaient une concentration similaire. En effet, près de 95 % des investissements étaient répartis dans six secteurs, avec en

tête les biens de consommation et services, les finances ainsi que l'exploitation minière et les produits chimiques. Ces tendances révèlent une concentration mutuelle des investissements dans des secteurs à forte valeur ajoutée et hautement axés sur les technologies et les ressources.

Les investissements des caisses de retraite canadiennes dans la région indo-pacifique ont fortement diminué par rapport à leur sommet de 2021, car les caisses de retraite se détournent peu à peu des marchés émergents de l'Asie pour se rapprocher de l'Europe et d'actifs nationaux.

En 2024, les caisses de retraite représentaient 47 % (2,4 G\$ CA) des IDE du Canada dans la région indo-pacifique, soit une baisse de 8 % par rapport à 2023 et de 90 % par rapport au sommet de 2021 (23 G\$ CA). Après plusieurs années de forte croissance, les caisses de retraite ont réduit leur exposition à la majorité des pays de la région indo-pacifique, surtout la Chine. De plus, elles ont fermé quelques bureaux régionaux et ont réorienté leurs capitaux vers l'Europe, où leurs placements (18 %) dépassent désormais ceux dans la région indo-pacifique (13 %).

INTRODUCTION

Le Canada a connu une forte hausse de flux d'IDE totaux en 2024. Selon [Statistique Canada](#), les flux bilatéraux totaux d'investissement du pays sont passés de 190 G\$ CA en 2023 à 211 G\$ CA en 2024, soit une augmentation de 11 %, et plus de la moitié des flux totaux avec les États-Unis. De 2023 à 2024, la croissance de 38 % des IDE entrants au Canada (de 63 G\$ CA à 86 G\$ CA) a compensé la légère baisse de 2 % des IDE sortants (de 126 G\$ CA à 123 G\$ CA), pour un gain net de 21 G\$ CA.

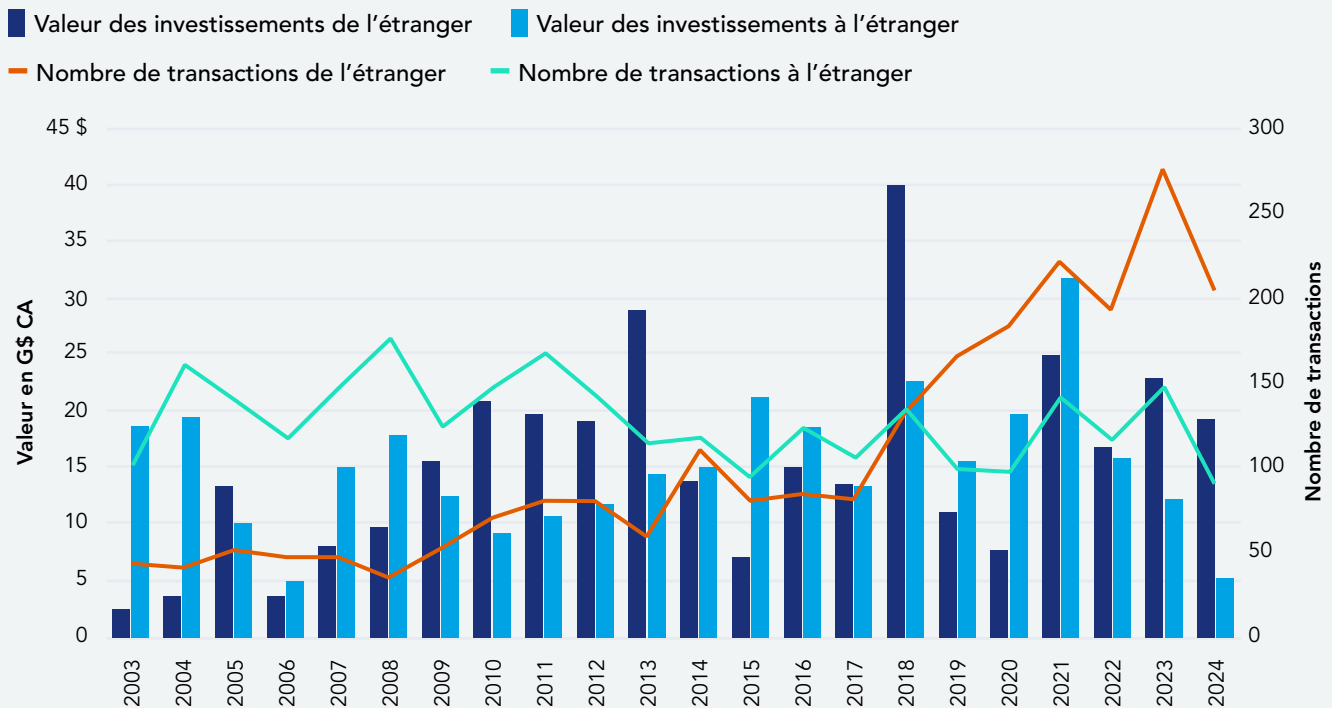
Les États-Unis et quelques pays européens demeurent les principaux partenaires d'investissement du Canada, représentant ensemble environ 75 % des flux d'IDE bilatéraux totaux en 2024. Bien que la région indo-pacifique gagne en importance, les données sur la balance des paiements n'illustrent qu'une partie de ce

partenariat. Ces statistiques agrégées ne montrent pas les entreprises, les secteurs et les destinations spécifiques qui sous-tendent les investissements. *Investment Monitor* de la FAP Canada vient combler cette lacune grâce à son [approche ascendante](#) qui recense les nouvelles transactions d'investissement individuelles et offre ainsi un aperçu plus détaillé et actualisé des tendances, des changements sectoriels et des dynamiques entre les économies partenaires. Une telle précision d'analyse n'est pas possible avec les statistiques sur la balance des paiements seulement.

En 2024, les données d'*Investment Monitor* montrent une baisse des flux d'IDE bilatéraux entre le Canada et la région indo-pacifique, qui sont passés de 35 G\$ CA en 2023 à 24 G\$ CA. De 2014 à 2023, le Canada et la région indo-pacifique ont échangé en moyenne 36 G\$ CA en IDE

FIGURE 1

IDE bilatéraux entre le Canada et la région indo-pacifique, de 2003 à 2024

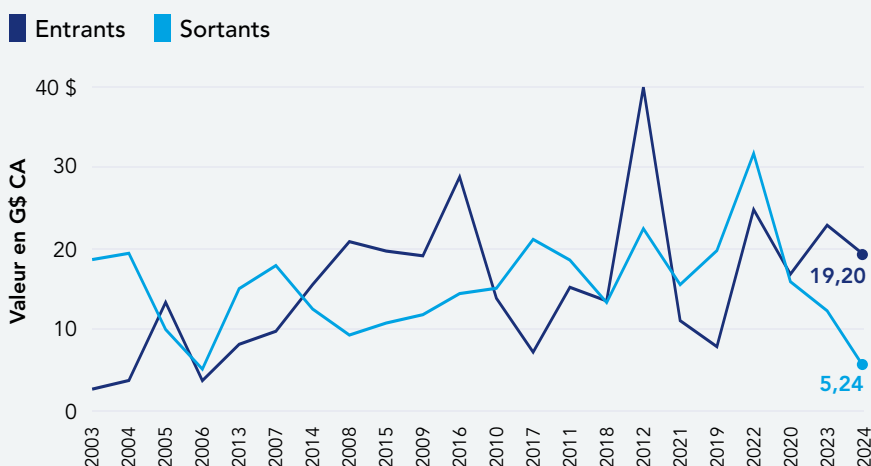


Source : *Investment Monitor*, fDimarkets, consulté en juillet 2025

par année, ce qui met en évidence l'ampleur du recul observé en 2024. Toutefois, cette baisse par rapport à l'année précédente ne montre pas le renforcement global des liens d'investissement entre le Canada et la région indo-pacifique, alimenté par la hausse constante des IDE entrants au cours des dix dernières années. Malgré une diminution de 16 % en 2024 (de 22,9 G\$ CA à 19,2 G\$ CA), le Canada a tout de même reçu près d'une fois et demie plus d'IDE en provenance de la région indo-pacifique qu'il y a dix ans, et 1,2 fois plus que la moyenne annuelle sur dix ans de 17 G\$ CA. Les résultats préliminaires pour 2025 vont dans le même sens.

FIGURE 2

IDE entre le Canada et la région indo-pacifique par direction d'investissement, de 2003 à 2024



Source : Investment Monitor, fDimarkets, consulté en juillet 2025

La baisse des flux d'IDE bilatéraux en 2024 s'explique principalement par une forte diminution des IDE sortants, qui ont reculé de 58 %, passant d'environ 12,2 G\$ CA en 2023 à 5,2 G\$ CA en 2024. Ce recul s'inscrit dans une tendance à la baisse amorcée en 2021 pour les IDE sortants vers la région indo-pacifique. Bien que le Canada demeure un exportateur net de capitaux à l'échelle mondiale, soit que ses investissements à l'étranger dépassent les investissements étrangers qu'il reçoit, c'est plutôt l'inverse que l'on constate de plus en plus dans la relation avec la région indo-pacifique.

La performance du Canada en matière d'IDE en 2024 a également été influencée par ses principaux partenaires de la région indo-pacifique. Cette année-là, l'Australie (30 %), Taïwan (22 %), le Japon (21 %), la Chine (15 %), l'Inde (8 %) et la Corée du Sud (1,5 %) ont représenté à eux seuls 97,5 % des flux d'IDE bilatéraux du Canada avec la région indo-pacifique, comparativement à une moyenne d'environ 80 % au cours des dix années précédentes. D'autres partenaires comme Hong Kong, la Malaisie, Singapour, la Nouvelle-Zélande et l'Indonésie, qui représentaient ensemble environ 20 % des flux d'IDE bilatéraux de 2014 à 2023, n'en représentaient qu'environ 1 % en 2024.

Le Canada a diminué ses IDE en 2024 pour la plupart de ses partenaires de la région indo-pacifique, à l'exception de Taïwan et du Japon, pour lesquels les investissements entrants ont connu une hausse marquée.

- L'Australie est demeurée le principal partenaire d'IDE bilatéraux du Canada en 2024, avec près de 30 % du total des flux (7,3 G\$ CA), malgré une baisse de 25 % des flux d'IDE bilatéraux. Elle est également demeurée la principale destination des investissements canadiens dans la région, recevant 55 % des IDE sortants en 2024 et apportant 23 % des IDE entrants, derrière Taïwan et le Japon.
- Taïwan s'est classé au deuxième rang, avec 5,3 G\$ CA en flux d'IDE bilatéraux, soit une forte hausse par rapport à 2023 qui dépasse largement sa moyenne historique de 590 M\$ CA. Cette hausse s'explique en grande partie par un important investissement taïwanais au Québec dans le secteur de l'électronique et du matériel électrique.

- Le Japon a suivi de près avec 5,2 G\$ CA en flux bilatéraux, ce qui illustre son rôle croissant en tant que source d'IDE au Canada (5,1 G\$ CA en IDE entrants en 2024, soit le double de 2023), tandis que les investissements canadiens au Japon sont demeurés limités (100 M\$ CA en IDE sortants).
- La Chine s'est classée au quatrième rang grâce à une augmentation des investissements au Canada, laquelle a compensé une forte baisse des investissements canadiens en Chine. Les IDE sortants vers la Chine n'ont atteint que 177 M\$ CA en 2024, soit bien moins que la moyenne annuelle de 2,4 G\$ CA en IDE chinois au Canada au cours des dix dernières années. Malgré une légère hausse en 2024, la part de la Chine dans le total des IDE entrants continue de diminuer, alors que celle de l'Australie s'accroît.
- Les flux bilatéraux d'IDE entre le Canada et l'Inde ont encore reculé en 2024, principalement en raison des investissements canadiens qui continuent de diminuer en Inde et surtout ceux qui proviennent des caisses de retraite. Cette tendance a commencé en 2021.
- La Corée du Sud est la dernière des six principaux partenaires du Canada, avec 1,5 % des flux totaux. Autrefois un investisseur important dans les secteurs canadiens de l'automobile, de l'énergie propre et des technologies, la Corée du Sud a considérablement réduit ses IDE en 2024.

Les deux prochaines sections examinent ces tendances plus en détail et analysent la composition des IDE entrants et sortants du Canada avec la région indo-pacifique, notamment les principales économies partenaires, les provinces de destination au Canada ainsi que les types d'investissements et d'investisseurs derrière ces flux.

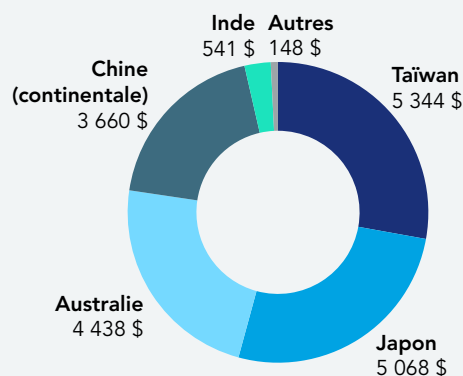
IDE ENTRANTS

En 2024, le Canada a reçu 19,2 G\$ CA en IDE en provenance de la région indo-pacifique, soit une baisse de 16 % (3,7 G\$ CA) par rapport à 2023, au cours de laquelle les flux entrants ont atteint 22,9 G\$ CA. Cette diminution reflète à la fois une diminution de la valeur totale des transactions d'investissement et une baisse de 26 % du nombre de transactions, passées de 275 en 2023 à 204 en 2024. Ce recul global s'explique principalement par une forte baisse de la valeur des investissements en provenance de plusieurs grandes économies, notamment l'Australie dont les IDE sont passés de 8 G\$ CA à 4,4 G\$ CA, la Malaisie dont les IDE ont chuté de 1,4 G\$ CA à zéro, Singapour dont les IDE ont diminué de 6,4 G\$ CA à seulement 19,9 M\$ CA, et la Corée du Sud dont les IDE ont diminué de 2,1 G\$ CA à 46,7 M\$ CA.

FIGURE 3

Les cinq principaux investisseurs au Canada en 2024

Valeur en M\$ CA



Source : Investment Monitor, fDimarkets, consulté en juillet 2025



TAÏWAN

Les IDE en provenance de Taïwan vers le Canada ont atteint 5,3 G\$ CA en 2024, attribuables presque entièrement à une seule transaction : l'acquisition de l'entreprise québécoise Future Electronics Inc. par le [distributeur taïwanais de semi-conducteurs WT Microelectronics Co. Ltd.](#) pour une somme de 5,2 G\$ CA. La transaction a permis à l'entreprise d'avoir deux sièges sociaux, un à Taipei et un à Montréal, ce qui la place en excellente position pour accroître sa présence en Amérique du Nord.

Bien que Taïwan ait été la principale source d'IDE en provenance de la région indo-pacifique en 2024, elle n'avait pas été une partenaire d'investissement majeur pour le Canada par le passé. De 2009 à 2023, les investissements taïwanais au Canada ont atteint 2,9 G\$ CA, pour une moyenne annuelle de 195 M\$ CA, ce qui est bien inférieur aux IDE des autres principaux partenaires du Canada dans la région indo-pacifique.

Même si la hausse exceptionnelle de 2024 constitue une anomalie, la signature de [l'accord de promotion et de protection des investissements étrangers](#) entre le Canada et Taïwan en décembre 2023 pourrait ouvrir la voie à une croissance des investissements bilatéraux. Cet accord établit un cadre institutionnel qui pourrait soutenir de futurs investissements, en offrant une plus grande certitude aux entreprises et une base plus solide pour les investissements bilatéraux.

En revanche, les investissements en provenance de la Chine, du Japon et de Taïwan ont bondi. Les IDE chinois ont augmenté, passant de 301 M\$ CA en 2023 à 3,7 G\$ CA en 2024. Les IDE japonais sont passés de 2,5 G\$ CA à 5,1 G\$ CA, tandis que les IDE taïwanais ont grimpé de 1,5 G\$ CA à 5,3 G\$ CA. L'année 2024 a marqué le plus haut niveau d'IDE japonais et taïwanais au Canada depuis 2019, ainsi que le deuxième plus haut niveau d'IDE chinois depuis 2019 également.



CHINE

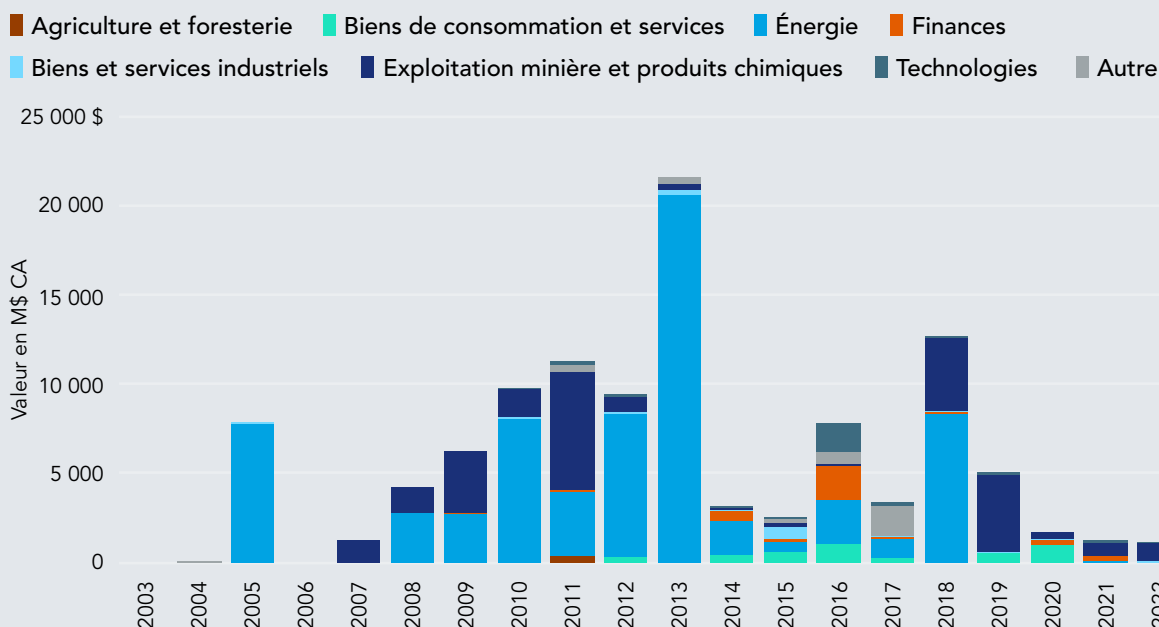
La Chine était la quatrième source d'IDE en 2024 et a été depuis longtemps une partenaire clé en matière d'investissements de l'étranger. De 2003 à 2023, les IDE chinois au Canada ont atteint 110 G\$ CA, pour une moyenne annuelle de 5,2 G\$ CA. Jusqu'en 2019, les investissements chinois étaient principalement concentrés dans le secteur de l'énergie. Ils ont désormais été réorientés vers le secteur de l'exploitation minière et des produits chimiques, qui a reçu plus des trois quarts (10,1 G\$ CA) des IDE chinois totaux depuis 2019. En 2024, ce secteur a compté pour 92 % (3,4 G\$ CA) du total des investissements chinois au Canada, attribuables presque entièrement à une seule transaction : l'acquisition par [MMG Africa Ventures, une filiale de China Minmetals Corp.](#) d'une mine de cuivre au Botswana, un actif étranger appartenant à Cuprous Capital Ltd. de Vancouver, pour 2,6 G\$ CA.

Après avoir atteint un sommet en 2019, les IDE chinois au Canada ont connu un déclin constant au cours des dernières années avant de rebondir en 2024. Malgré les

perturbations causées par la pandémie de COVID-19, le Canada a progressivement resserré ses restrictions sur certains investissements chinois depuis 2017. Il a adopté une série de mesures en vertu de la *Loi sur l'investissement Canada*, notamment les [lignes directrices sur l'examen relatif à la sécurité nationale des investissements](#) provenant de sociétés d'État dans le secteur des minéraux critiques, en invoquant des préoccupations stratégiques relatives aux ressources et à la sécurité nationale. Deux décrets ordonnant la cession de l'investissement et des mesures d'application de la loi touchant des sociétés telles que Sinomine, China Mobile et Hikvision ont également contribué à la baisse des IDE chinois au Canada. Dans ce contexte, les investisseurs chinois ont réduit leurs investissements directs et privilégient plutôt des projets à plus faible risque ou la création de coentreprises permettant de partager la gouvernance et d'atténuer le risque politique, au lieu d'effectuer des acquisitions de pleine propriété.

FIGURE 4

IDE chinois au Canada par industrie, de 2003 à 2024



Source : Investment Monitor, fDimarkets, consulté en juillet 2025

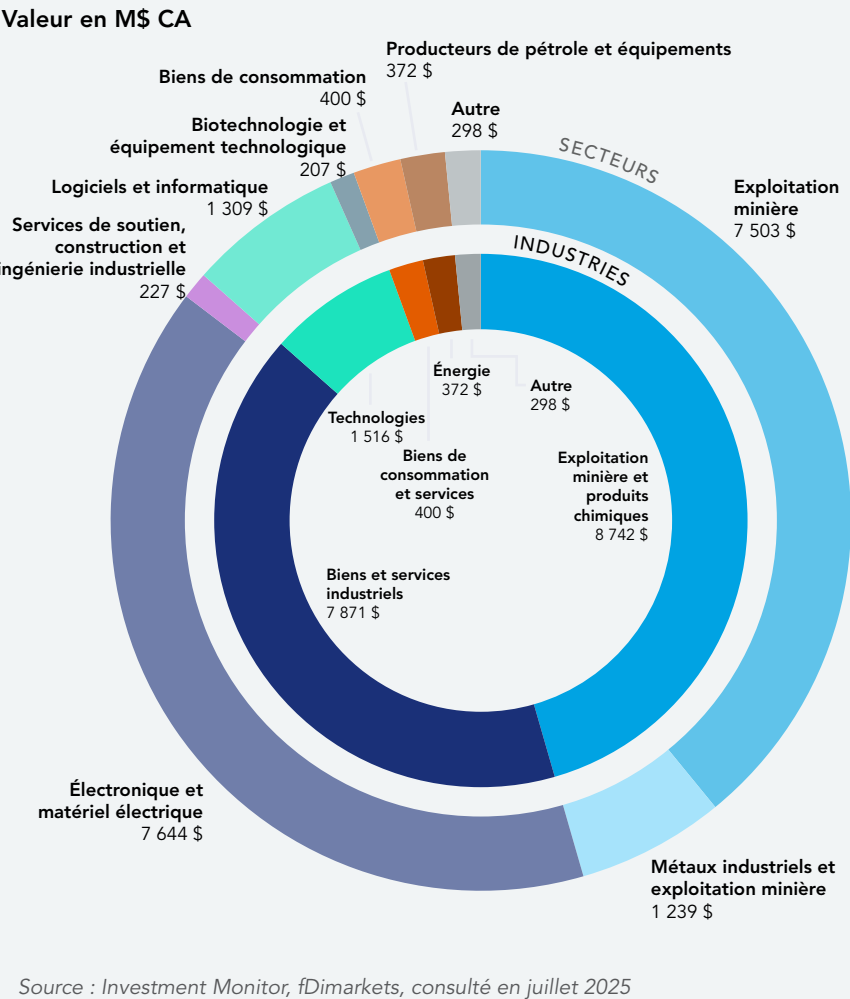
Ventilation par secteur

En 2024, cinq secteurs ont dominé les investissements de la région indo-pacifique au Canada : l'exploitation minière et les produits chimiques (8,74 G\$ CA ou 46 %), les biens et services industriels (7,87 G\$ CA ou 41 %), les technologies (1,52 G\$ CA ou 8 %), les biens de consommation et services (0,4 G\$ CA ou 2 %) ainsi que l'énergie (0,37 G\$ CA ou 2 %). Ensemble, ces secteurs ont reçu 95 % du total des IDE entrants en 2024. D'autres secteurs, notamment les finances (132 M\$ CA), l'agriculture (99 M\$ CA) et les soins de santé (66 M\$ CA) ont reçu le 1 % restant.

Malgré la baisse globale des investissements provenant de la région indo-pacifique, le secteur des biens et services industriels a vu une hausse exceptionnelle des investissements, stimulée par la croissance du sous-secteur de l'électronique et du matériel électrique, qui a reçu 97 % du total des IDE de ce secteur. Deux transactions majeures ont contribué à cette forte hausse : l'acquisition de Future Electronics Inc. par le distributeur taïwanais WT Microelectronics Co. Ltd. pour 5,2 G\$ CA en avril 2024 qui a été mentionnée précédemment, et la coentreprise de 1,6 G\$ CA créée par la société japonaise Asahi Kasei Corporation et Honda Canada pour la fabrication de séparateurs de batterie à Niagara, en Ontario.

Les autres principaux secteurs ont vu une baisse des investissements en 2024 par rapport à 2023. Les reculs les plus marqués ont eu lieu dans les industries des biens de consommation et des services (-89 %), de l'énergie (-69 %) et des technologies (-20 %), tandis que l'industrie de l'exploitation minière et des produits chimiques a connu un déclin de 4 %. Toutefois, plusieurs grandes transactions ont soutenu les activités du secteur de l'exploitation minière, malgré le ralentissement global. Il y a notamment eu l'acquisition conjointe d'Elk Valley Resources, un producteur de charbon sidérurgique situé dans le sud-est de la Colombie-Britannique, par la Nippon Steel Corporation du Japon et POSCO de la Corée pour la somme de 1,7 G\$ CA, ainsi que la fusion de Westgold Resources Limited de l'Australie avec Karora Resources, une société aurifère intermédiaire établie à Toronto, en Ontario.

FIGURE 5
IDE de la région indo-pacifique au Canada, industries et secteurs, 2024



Le fort recul dans le secteur des biens et services de consommation est attribuable à une baisse de 95 % des investissements dans le sous-secteur de l'automobile et des pièces, en raison du ralentissement des entrées d'investissements en provenance de la Corée du Sud et du Japon, les deux principaux investisseurs de 2023. Toutefois, une certaine activité a persisté dans le secteur du commerce de détail, notamment grâce à l'investissement de 92 M\$ CA d'Uniqlo pour l'ouverture de six nouveaux magasins, la majorité à Toronto et un magasin à Langley, en Colombie-Britannique.

La baisse des investissements dans le secteur de l'énergie s'explique par l'absence totale d'IDE dans les équipements d'énergie renouvelable, qui sont passés de 1,1 G\$ CA en 2023 à zéro en 2024. L'Australie, qui domine depuis toujours dans ce sous-secteur avec plus de 3 G\$ CA d'investissements de 2003 à 2023, a connu une année d'inactivité tout à fait exceptionnelle.

« Les IDE dans le secteur des technologies ont totalisé 1,52 G\$ CA en 2024, soit une baisse de 20% par rapport à 1,9 G\$ CA en 2023, mais restant tout de même 51% au-dessus de la moyenne sur 20 ans d'un milliard. »

Les IDE dans le secteur des technologies ont atteint 1,52 G\$ CA en 2024, soit une baisse de 20 % par rapport à 2023 (1,9 G\$ CA). Ils dépassent toutefois de 51 % la moyenne sur 20 ans de 1 G\$ CA. Ce recul s'explique principalement par l'arrêt des investissements dans le sous-secteur des équipements de télécommunications, qui sont passés de 1,5 G\$ CA à zéro après une transaction japonaise majeure en 2023 d'une somme de 1,4 G\$ CA. Il y a néanmoins eu de nouveaux investissements dans le secteur des technologies, dont l'ouverture de trois nouveaux centres de données à Toronto par la société japonaise Telehouse Canada, pour une valeur totale de 398 M\$ CA.

Le secteur de l'exploitation minière et des produits chimiques a vu le plus petit recul des investissements, avec une baisse de seulement 4 % pour un total de 8,7

G\$ CA. Ces investissements étaient encore largement supérieurs à la moyenne de 3,9 G\$ CA pour la période de 2003 à 2023. Le recul était principalement attribuable à une baisse de 27 % dans le sous-secteur de l'exploitation minière générale, qui est passé de 7,6 G\$ CA en 2023 à 5,6 G\$ CA en 2024, en grande partie à cause d'une réduction de 83 % des investissements australiens, de 7,3 G\$ CA à 1,2 G\$ CA. Toutefois, l'Australie a compensé en partie cette diminution avec une hausse des investissements dans d'autres sous-secteurs de l'exploitation minière, notamment 275 M\$ CA dans le fer et l'acier, 916 M\$ CA dans les métaux non ferreux, et plus de 1 G\$ CA dans l'exploitation aurifère. La Chine a également accru ses IDE de 791 M\$ CA dans l'exploitation aurifère et de 2,3 G\$ CA dans l'exploitation minière générale, tandis que le Japon a ajouté des investissements de 1,8 G\$ CA dans l'exploitation minière générale. Ces entrées d'investissements ont permis de limiter la baisse globale des IDE en exploitation minière à un modeste 4 %.

Ventilation par province

En 2024, les principales provinces qui ont reçu des IDE en provenance de la région indo-pacifique étaient la Colombie-Britannique (7,1 G\$ CA ou 37 %), le Québec (6,6 G\$ CA ou 34 %) et l'Ontario (4,9 G\$ CA ou 26 %). La Colombie-Britannique et le Québec ont vu d'importantes augmentations, respectivement de 4,6 G\$ CA et 4,4 G\$ CA, tandis que l'Ontario et l'Alberta ont connu des reculs. La Saskatchewan a, pour sa part, connu la baisse la plus marquée avec des IDE qui sont passés de 6,7 G\$ CA en 2023 à seulement 0,4 M\$ CA en 2024. Cette baisse témoigne de la fin des investissements majeurs en capital effectués par le BHP Group pour le [projet Jansen Potash](#), qui a reçu 15,2 G\$ CA des 15,4 G\$ CA investis depuis 2020.

La forte augmentation des IDE en Colombie-Britannique s'explique principalement par la hausse spectaculaire des investissements dans l'exploitation minière, qui sont passés de 116 M\$ CA en 2023 à 6,3 G\$ CA en 2024. Dans ce secteur, l'exploitation minière générale, qui est axée en grande partie sur les minéraux critiques, a reçu 87 % du total des investissements liés à l'exploitation minière, soit une hausse de plus de 5,4 G\$ CA (de 49 M\$ CA à 5,5 G\$ CA) en 2024. Les principaux pays investisseurs étaient la Chine (2,6 G\$ CA ou 47 %), le Japon (1,8 G\$ CA

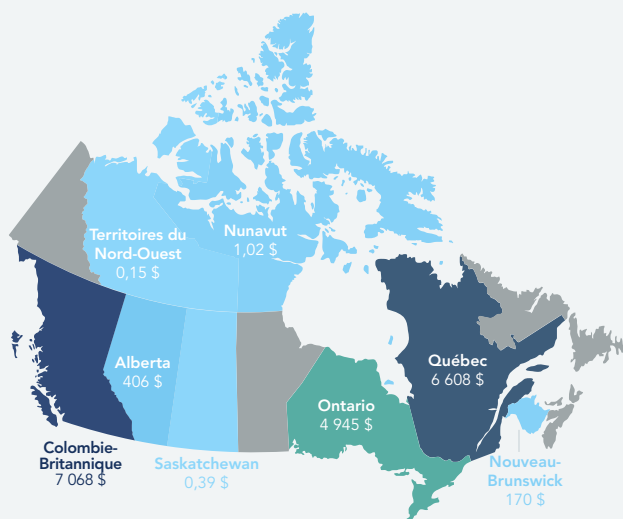
ou 32 %) et l'Australie (1,2 G\$ CA ou 21 %). Les 13 % restants étaient dans l'exploitation aurifère, qui a attiré 831 M\$ CA, soit une hausse par rapport aux 66 M\$ CA en 2023. La Chine était à l'origine de 95 % du total de ces investissements en 2024.

FIGURE 6

IDE de la région indo-pacifique vers le Canada par province, 2024

Valeur en M\$ CA

0 2 000 4 000 6 000 8 000



Source : Investment Monitor, fDimarkets, consulté en juillet 2025

L'augmentation marquée des IDE au Québec a été presque entièrement attribuable à l'acquisition de 5,2 G\$ CA de Future Electronics Inc. par WT Microelectronics Co. Ltd. dans le secteur de l'électronique, comme il a été mentionné précédemment.

Les IDE entrants en Ontario ont diminué dans la plupart des secteurs, sauf les biens et services industriels ainsi que l'exploitation minière et les produits chimiques. La baisse globale est surtout attribuable aux replis dans les secteurs

des finances et de l'énergie. Dans le secteur des finances, les investissements ont diminué de plus de 6,1 G\$ CA, soit de 6,2 G\$ CA en 2023 à 98 M\$ CA en 2024, principalement en raison de l'effondrement des investissements dans le sous-secteur immobilier, pour lequel aucune transaction n'a été enregistrée en 2024. Le secteur de l'énergie a connu une diminution de plus de 1 G\$ CA, en grande partie à cause d'une baisse substantielle des investissements dans le sous-secteur des équipements d'énergie renouvelable.

« Le Nouveau-Brunswick est entré dans le top cinq pour la première fois depuis 2019, attirant 170 M\$ CA d'IDE australien dans le secteur technologique — un développement notable pour une province qui a traditionnellement reçu peu d'investissements indo-pacifiques. »

Les IDE en Alberta ont atteint leur niveau le plus bas depuis 2020, avec des baisses généralisées dans de nombreux secteurs. Toutefois, le secteur de l'énergie a connu une remontée des investissements, passant de 84 M\$ CA en 2023 à 372 M\$ CA en 2024.

Pour la première fois depuis 2019, le Nouveau-Brunswick figurait parmi les cinq principales provinces. Elle a réussi à attirer 170 M\$ CA en IDE de l'Australie dans le secteur des technologies, ce qui constitue une avancée notable pour une province qui a toujours reçu très peu d'investissements de la région indo-pacifique. En revanche, les IDE en Saskatchewan se sont presque totalement effondrés, de 6,7 G\$ CA en 2023 à 0,4 M\$ en 2024. Ce repli spectaculaire, causé par l'effondrement des investissements dans le secteur de l'exploitation minière et des produits chimiques, fait ressortir les grandes disparités en ce qui concerne les flux d'IDE de la région indo-pacifique vers le Canada.

IDE EN INSTALLATIONS NOUVELLES

Les investissements en installations nouvelles ont lieu lorsqu'une entreprise établit de nouvelles opérations dans une économie étrangère, en construisant de nouvelles installations telles que des usines de fabrication, des centres de distribution ou de nouveaux bureaux, dans l'objectif d'élargir ses activités dans cette nouvelle économie et d'exercer un contrôle sur l'entité nouvellement établie. Ces investissements témoignent d'un engagement à long terme et comportent des risques et des coûts initiaux plus élevés lors de l'entrée sur un nouveau marché.

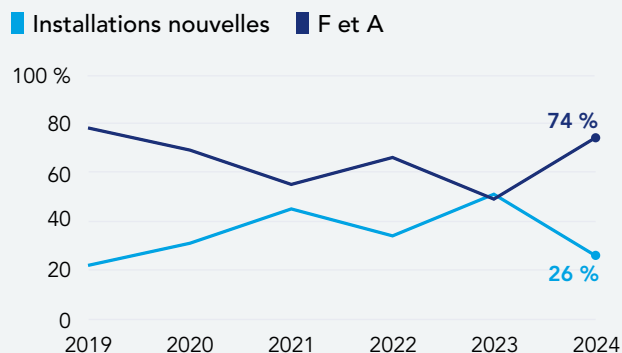
Ils diffèrent des fusions et des acquisitions, qui permettent à des investisseurs étrangers d'acquérir un intérêt durable en achetant une entreprise ou en combinant deux entreprises existantes. Dans le cadre d'une acquisition, l'investisseur obtient la propriété partielle ou totale d'une entreprise existante, tandis que dans le cadre d'une fusion, deux entreprises regroupent leurs activités pour former une nouvelle entité. Les fusions et les acquisitions (F et A) permettent aux investisseurs d'accès plus rapidement, et avec moins de capitaux, à un nouveau marché comparativement aux investissements en installations nouvelles.

Type d'investissement

En 2024, les investissements en installations nouvelles en provenance de la région indo-pacifique vers le Canada ont diminué de 57 % (environ 6,6 G\$ CA), par rapport à 11,7 G\$ CA en 2023. Ils comptaient pour seulement 26 % (5,1 G\$ CA) des IDE entrants totaux (19,2 G\$ CA). Parallèlement, les investissements en fusions et acquisitions provenant de la région indo-pacifique ont connu une hausse de 26 % (environ 3 G\$ CA) et correspondent au 74 % restant (14,1 G\$ CA) des IDE entrants. Il s'agit là d'un grand changement par rapport à 2023, où les investissements en installations nouvelles et en fusions et acquisitions étaient pratiquement égaux, soit 51 % (11,7 G\$ CA) et 49 % (11,2 G\$ CA) respectivement.

FIGURE 7

IDE de la région indo-pacifique vers le Canada selon le type d'investissement, de 2019 à 2024



Source : Investment Monitor, fDimarkets, consulté en juillet 2025

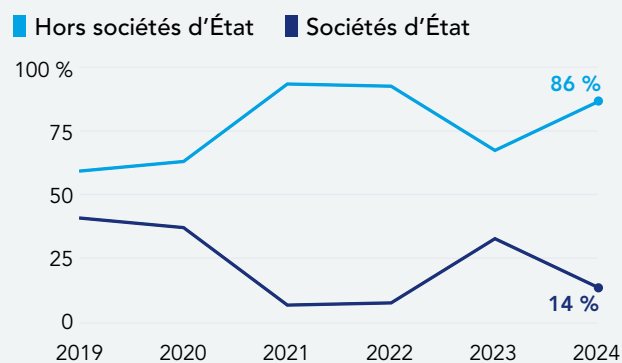
Par rapport à la moyenne annuelle sur cinq ans (de 2019 à 2023) de 6,7 G\$ CA d'investissements en nouvelles installations, le total pour l'année 2024 (5,1 G\$ CA) représente une diminution de 24 %. À l'inverse, les investissements en fusions et acquisitions ont nettement dépassé leur moyenne annuelle sur cinq ans de 9,97 G\$ CA, en hausse de 42 % pour atteindre 14,1 G\$ CA en 2024. Cette tendance montre que les investisseurs de la région indo-pacifique préfèrent de plus en plus acquérir des actifs déjà établis plutôt que d'en construire de nouveaux au Canada, sans doute en raison des coûts à la hausse et de l'incertitude croissante à l'échelle mondiale.

Type d'investisseur

La composition des investisseurs a vivement changé en 2024. Les investissements hors sociétés d'État provenant de la région indo-pacifique ont augmenté de 8 %, soit de 15,4 G\$ CA en 2023 à 16,6 G\$ CA, et correspondaient à 86 % des IDE entrants totaux en provenance de cette région. En revanche, les investissements de sociétés d'État ont diminué de 65 %, soit de 7,5 G\$ CA à 2,6 G\$ CA, et ne correspondaient qu'à 14 % du total des investissements entrants.

FIGURE 8

IDE de la région indo-pacifique vers le Canada selon le type d'investisseur, de 2019 à 2024



Source : Investment Monitor, fDimarkets, consulté en juillet 2025

La croissance des investissements hors sociétés d'État a été stimulée par d'importantes entrées d'investissements du Japon (hausse de 101 %, soit de 2,5 G\$ CA à 5,1 G\$ CA), de Taïwan (hausse de 250 %, soit de 1,5 G\$ CA à 5,3 G\$ CA) et de la Chine (de zéro à 1,1 G\$ CA). Les investissements hors sociétés d'État en provenance de l'Australie et de la Corée du Sud ont fortement diminué, soit une baisse de 45 % (de 8 G\$ CA à 4,4 G\$ CA) et de 98 % (de 2,1 G\$ CA à 46,7 M\$ CA) respectivement, mais ils n'ont pas suffi à effacer la croissance générale des investissements privés.

Le repli des investissements de sociétés d'État était principalement attribuable à la forte baisse des investissements en provenance de la Malaisie, qui n'a effectué aucune transaction, et de Singapour, qui n'en a effectué qu'une. Tandis que les investissements de sociétés d'État en provenance de Singapour en 2024 étaient à leur deuxième plus faible niveau depuis 2019, les investissements de sociétés d'État en provenance de la Chine étaient à leur deuxième plus haut niveau à 2,6 G\$ CA, après avoir atteint 4,3 G\$ CA en 2019. Les investissements de sociétés d'État chinois correspondaient à 99 % de toutes les entrées d'investissements publics de la région indo-pacifique vers le Canada en 2024, et les investissements de sociétés d'État en provenance de Singapour correspondaient au 1 % restant.

Par rapport à la moyenne annuelle sur cinq ans (de 2019 à 2023) de 13,1 G\$ CA, les investissements hors sociétés d'État ont augmenté de 27 % en 2024, ce qui confirme la tendance à la hausse à long terme. En revanche, les investissements de sociétés d'État ont atteint 2,6 G\$ CA en 2024, soit 27 % de moins que leur moyenne sur cinq ans (3,6 G\$ CA), ce qui s'inscrit dans une trajectoire à la baisse constante. Ensemble, ces tendances font ressortir la prédominance croissante des investissements hors sociétés d'État dans la configuration des flux de capitaux de la région indo-pacifique vers le Canada, et témoignent d'une transition à plus grande échelle vers un engagement mené par les entreprises privées dans les secteurs des minéraux critiques et de la haute technologie.

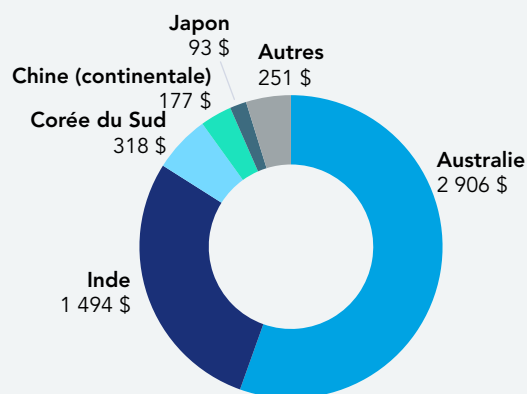
IDE SORTANTS

En 2024, les IDE du Canada vers la région indo-pacifique ont diminué de 57 % pour s'établir à 5,2 G\$ CA, soit le plus bas niveau observé dans le cadre d'un recul constant depuis plusieurs années. Cette baisse s'explique principalement par une forte réduction des investissements vers la Chine (-4,7 G\$ CA) et vers l'Inde (-1,9 G\$ CA).

FIGURE 9

Les cinq principales destinations des IDE canadiens dans la région indo-pacifique en 2024

Valeur en M\$ CA



Source : Investment Monitor, fDimarkets, consulté en juillet 2025

En 2024, les investissements du Canada ont reculé dans presque toutes les économies de la région indo-pacifique, à l'exception de l'Australie et de la Corée du Sud. L'Australie est demeurée la principale destination, suivie de l'Inde (1,5 G\$ CA), de la Chine (177 M\$ CA) et du Japon (93 M\$ CA). Destination de longue date des IDE canadiens, l'Australie a attiré en moyenne 7,3 G\$ CA par année depuis 2014 et a atteint un sommet de 18,5 G\$ CA en 2021 à la suite de [quelques transactions d'une valeur de plusieurs](#)

[milliards de dollars effectuées par les caisses de retraite.](#)

En 2024, les IDE canadiens vers l'Australie ont connu une hausse de 72 % (1,2 G\$ CA) par rapport à 2023. La société Golden Horse Minerals Limited, établie à Vancouver, était en tête avec des investissements de 780 M\$ CA répartis dans quatre projets d'exploitation aurifère en Australie-Occidentale. Par ailleurs, la British Columbia Investment Management Corporation (BCI) a rejoint un consortium afin d'acquérir le Costa Group, une société horticole mondiale établie en Australie, pour la somme de 2 G\$ CA (la part détenue par BCI est estimée au tiers).

La Corée du Sud était également une destination de choix.

Les entreprises canadiennes y ont investi 318 M\$ CA en 2024, ce qui représente une forte hausse par rapport aux 1,4, M\$ investis l'année précédente.

La majeure partie de ces investissements

ont été effectués par la société NEO Battery Materials, établie à Vancouver, qui a versé 225 M\$ pour élargir [les activités de recherche et développement ainsi que de fabrication dans l'Ansan Science Valley](#) et pour accroître sa participation dans sa [filiale coréenne](#). Ces investissements s'inscrivent dans les priorités de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique en matière d'énergie propre et de chaînes d'approvisionnement en batteries pour véhicules électriques. De plus, DCI Data Centers, une filiale de la société Brookfield Asset Management, a également investi 50 M\$ pour la construction d'un nouveau centre de données à Séoul, ce qui renforce les intérêts communs des deux pays dans les infrastructures numériques.

« La Corée du Sud a été un autre point fort. Les entreprises canadiennes y ont investi 318 M\$ CA en 2024, contre 1,4 M\$ CA l'année précédente. »



L'Inde est, depuis 2003, la troisième destination des IDE canadiens après l'Australie et la Chine. Depuis 2019, elle a dépassé la Chine pour devenir la deuxième destination des IDE canadiens dans la région indo-pacifique. L'Inde représente ainsi la principale économie en développement où sont dirigés les IDE canadiens dans la région indo-pacifique, ce qui témoigne d'une plus vaste stratégie de diversification des investissements canadiens.

Bien que les IDE canadiens en Inde aient connu une croissance constante au cours des 20 dernières années, ils ont reculé en 2023 et, plus particulièrement, en 2024. Ce recul s'explique par le fait qu'aucune transaction importante de caisses de retraite n'a été enregistrée dans le secteur des finances, la principale destination des investissements canadiens en Inde. De 2018 à 2022, le secteur des finances a reçu 59 % des IDE canadiens totaux vers l'Inde, soit une moyenne de 2,5 G\$ CA par année. En 2024, les investissements dans ce secteur ont diminué à environ 600 M\$ CA, ce qui représente une baisse considérable, mais qui correspond tout de même à 40 % des IDE canadiens totaux en Inde l'année dernière.

Malgré ce ralentissement, la part de l'Inde dans le total des IDE canadiens vers la région indo-pacifique est demeurée relativement stable, à environ 30, ce qui indique un recul général dans la région plutôt qu'un désengagement envers l'Inde. En 2024, l'Inde a reçu près de 1,5 G\$ CA en IDE canadiens, ce qui représente 29 % du total des investissements sortants.

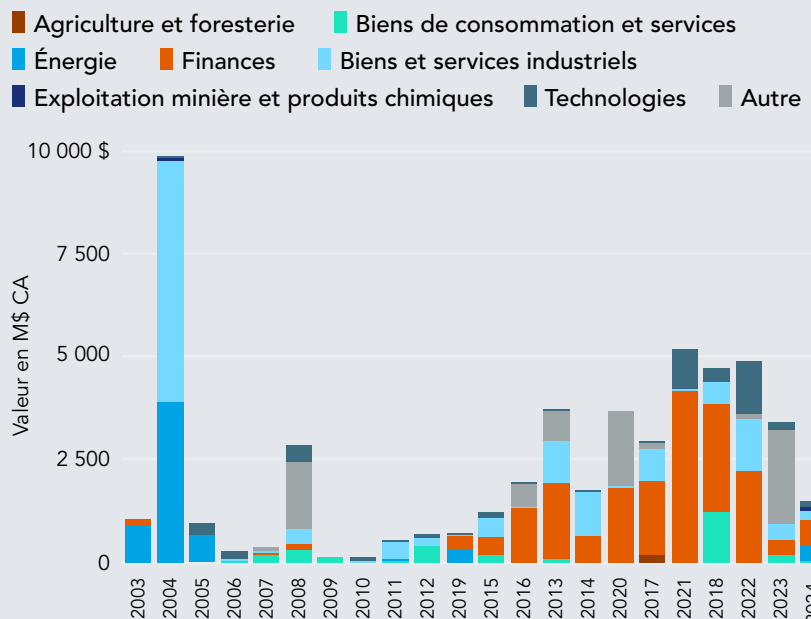
L'amélioration de la prévisibilité réglementaire en Inde a renforcé son attrait pour les investisseurs de partout dans le monde. Un sondage mené en 2023 auprès de caisses de retraite a révélé que 40 %

des répondants considéraient l'Inde comme le marché émergent le plus prometteur, comparativement à 23 % pour la Chine. Ce virage ne s'est toutefois pas étendu au secteur manufacturier. En effet, de 2019 à 2024, les sociétés canadiennes n'ont investi que 136 M\$ dans les secteurs de l'électronique et du matériel électrique ainsi que de la fabrication de machines industrielles en Inde, comparativement à 5,5 G\$ CA dans le secteur manufacturier en Chine.

Depuis 2015, les IDE canadiens en Inde sont passés de 5 G\$ CA à plus de 55 G\$ CA, et les caisses de retraite sont à l'origine de 54 % (10,6 G\$ CA) des IDE canadiens totaux en Inde depuis 2020. Les principaux secteurs d'investissement des caisses de retraite sont les services financiers (3,3 G\$ CA), l'immobilier (2,7 G\$ CA) et le commerce de détail (1,1 G\$ CA), tandis que les investissements autres que des caisses de retraite se concentrent dans l'immobilier (3,3 G\$ CA), les services de technologie et l'équipement (2 G\$ CA) ainsi que les services publics (1,8 G\$ CA).

FIGURE 10

IDE canadiens vers l'Inde par industrie, de 2003 à 2024



Source : Investment Monitor, fDimarkets, consulté en juillet 2025

Les 46 % restants (9 G\$ CA) des IDE canadiens en Inde depuis 2020 proviennent d'entités autres que les caisses de retraite, notamment de grands investisseurs institutionnels tels que Brookfield Asset Management et Fairfax Financial Holdings. Brookfield a investi 8,6 G\$ CA en Inde depuis 2020, dont 6,7 G\$ CA dans les énergies nouvelles, l'immobilier, les finances et les technologies.

Parmi les grandes transactions figurent l'acquisition du portefeuille immobilier de RMZ Corp pour 3,1 G\$ CA (2020), un investissement de 1,4 G\$ CA dans les projets d'hydrogène et d'énergie solaire du Avaada Group (2023), et l'acquisition des tours de télécommunication de Reliance India pour 944 M\$ CA (2020).



JAPON

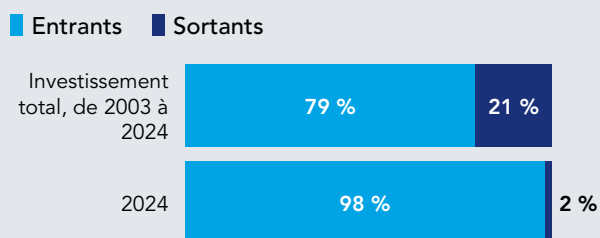
Le Japon est la cinquième destination des IDE canadiens, avec 14 G\$ CA investis depuis 2003. Toutefois, après avoir atteint un sommet de 4 G\$ CA en 2020, la valeur des investissements a diminué de façon constante. En 2024, les investissements canadiens au Japon ont diminué de 39 % pour s'établir à 268 M\$, ce qui illustre bien les défis plus généraux auxquels le Japon fait face en tant que destination pour les IDE. Par exemple, en 2023, le Japon [se classait au 196^e rang sur 201 économies](#) pour les entrées d'IDE en proportion du PIB, accusant une [diminution de 54 % des investissements de l'étranger par rapport à l'année précédente](#).

Les règles restrictives du Japon en matière de propriété et ses tendances démographiques ont découragé les investissements étrangers, en particulier dans le domaine des fusions et acquisitions. Ainsi, 64 % des IDE canadiens au Japon entre 2019 et 2024 étaient des investissements en installations nouvelles, comparativement à seulement 25 % dans l'ensemble de la région indo-pacifique. La société [Canadian Solar Inc.](#) a investi 1,3 G\$ CA depuis 2019 pour construire des centrales solaires dans plusieurs préfectures. Bien que la [Foreign Exchange and Foreign Trade Act](#) (loi sur les échanges et le commerce étrangers) du Japon, adoptée en 2020, oblige les projets dans le secteur de l'électricité à faire l'objet d'un examen de sécurité, les investissements en installations nouvelles sont confrontés à moins d'obstacles réglementaires que les fusions et acquisitions.

La réticence du Japon à l'égard des prises de contrôle étrangères limite les gains potentiels en matière d'innovation et de productivité. L'offre d'acquisition de 62 G\$ CA présentée par [Alimentation Couche-Tard Inc.](#) pour acheter Seven & i Holdings en 2024, puis retirée en 2025, illustre bien ces contraintes. Malgré des liens solides en matière de diplomatie, de commerce et de sécurité, la relation d'investissement entre le Canada et le Japon demeure asymétrique : Le Japon est la troisième source d'IDE au Canada, tandis que les investissements canadiens au Japon ont stagné même si le commerce bilatéral a atteint 15 G\$ CA en 2024. Les deux pays sont membres du PTPGP et le commerce entre eux est florissant, mais l'intégration des investissements est freinée par le régime réglementaire rigide du Japon.

FIGURE 11

Investissements bilatéraux entre le Canada et le Japon, de 2003 à 2024 comparativement à 2024



Source : Investment Monitor, fDimarkets, consulté en juillet 2025

Ventilation par secteur

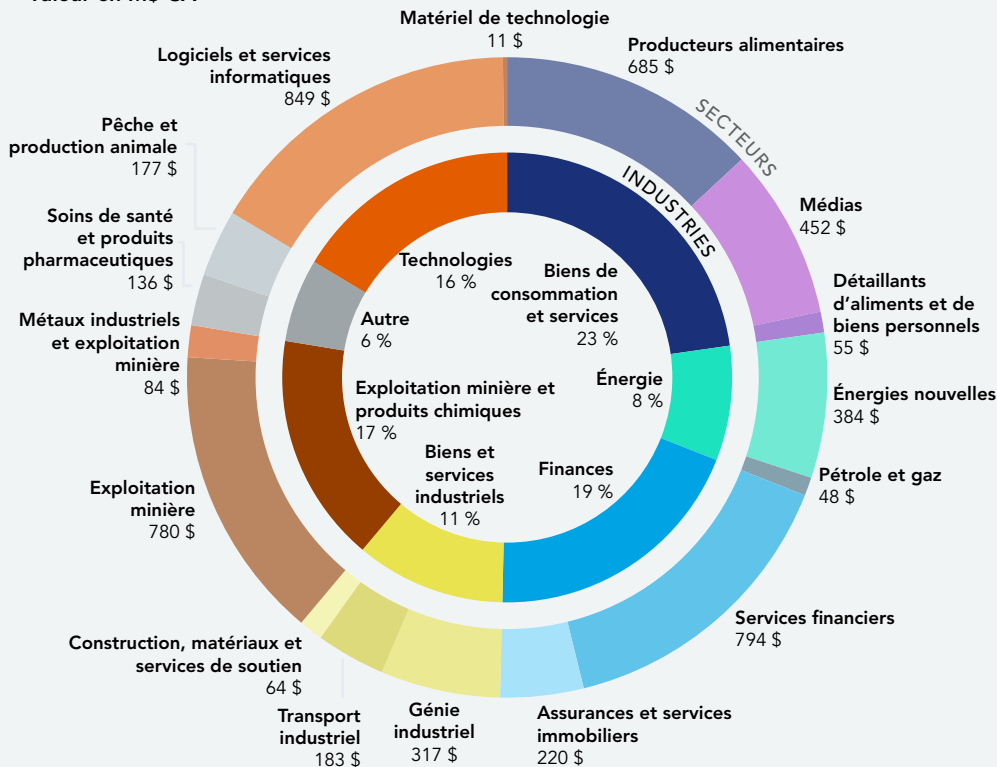
En 2024, les entreprises canadiennes ont investi dans l'ensemble des principales industries et les investissements les plus importants ont été effectués dans les biens et services de consommation (1,2 G\$ CA), les finances (1 G\$ CA) ainsi que l'exploitation minière et les produits chimiques (846 M\$ CA). Les investissements dans les biens de consommation et les services ont augmenté de 13 % (139 M\$ CA) depuis 2023 et sont surtout concentrés dans les secteurs des producteurs alimentaires (685 M\$ CA), des médias (452 M\$ CA) et des commerces de détail (55 M\$ CA). À titre d'exemple, le Régime de retraite des enseignantes et enseignants de l'Ontario (RREO) a investi 432 M\$ CA dans la société australienne [Canva Pty Ltd.](#)

[l'une des entreprises de logiciels connaissant la plus forte croissance dans ce pays](#). Les détaillants canadiens de vêtements ont également poursuivi leur expansion dans la région indo-pacifique. Helly Hansen a ouvert des magasins à Melbourne et à Queenstown, tandis que Lululemon Athletica a ajouté de nouveaux points de vente à Melbourne, parmi les [quelque 200 magasins Lululemon inaugurés dans l'ensemble de la région indo-pacifique depuis 2019](#).

L'industrie des finances était la deuxième bénéficiaire des IDE canadiens en raison des investissements des caisses de retraite dans le fonds d'investissement indien National Highways Infra Trust (NHIT). En 2024, l'Office d'investissement du Régime de pension du Canada (OIRPC) et le RREO ont conjointement investi 600 M\$ CA dans le NHIT, faisant suite à des contributions effectuées depuis 2021, notamment de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) (1,1 G\$ CA), de l'OIRPC (360 M\$ CA) et du RREO (350 M\$ CA).

FIGURE 12
IDE du Canada dans la région indo-pacifique, industries et secteurs, 2024

Valeur en M\$ CA



Source : Investment Monitor, fDimarkets, consulté en juillet 2025

Le secteur de l'exploitation minière et des produits chimiques était le troisième bénéficiaire (864 M\$ CA), mais les investissements canadiens dans ce secteur ont changé. L'année 2024 a été la première année sans investissements canadiens majeurs dans les minéraux critiques dans la région indo-pacifique. Depuis 2014, le Canada a investi 4,1 G\$ CA dans ce secteur dans la région indo-pacifique et 21 % de ces investissements (838 M\$ CA) [ciblaient les minéraux critiques](#). En 2024, Golden Horse Minerals a acquis quatre projets aurifères en Australie-Occidentale pour la somme de 780 M\$ CA, tandis que Crest Resources a réalisé le seul investissement canadien dans les minéraux critiques (0,3 M\$ CA) dans le cadre d'un projet de magnésite en Australie-Méridionale. Parallèlement, Fairfax Financial Holdings a acquis 65 % de Global Aluminum Private Limited, une entreprise de recyclage d'aluminium en Inde, pour 83 M\$ CA.

Le secteur de l'énergie a représenté 8 % (431 M\$ CA) de l'ensemble des investissements canadiens dans la région indo-pacifique. Bien que cette part demeure modeste, la transition des combustibles fossiles vers les énergies nouvelles est marquante. De 2003 à 2014, le pétrole, le gaz et le charbon représentaient 73 % des IDE canadiens dans la région indo-pacifique, tandis que depuis 2014, 98 % des investissements ont été orientés vers l'hydrogène, les piles à combustible et les technologies de captage du carbone. En 2024, [le Canada se classait au 8^e rang mondial](#) pour les investissements dans les énergies propres, avec 48 G\$ CA investis à l'échelle mondiale dans des projets technologiques et d'infrastructure.

Parmi les autres secteurs importants figuraient les technologies (860 M\$ CA) et les biens et services industriels (564 M\$). Les investissements technologiques ont été dominés par la construction de centres de données en Australie et en Corée du Sud, pour une valeur de 605

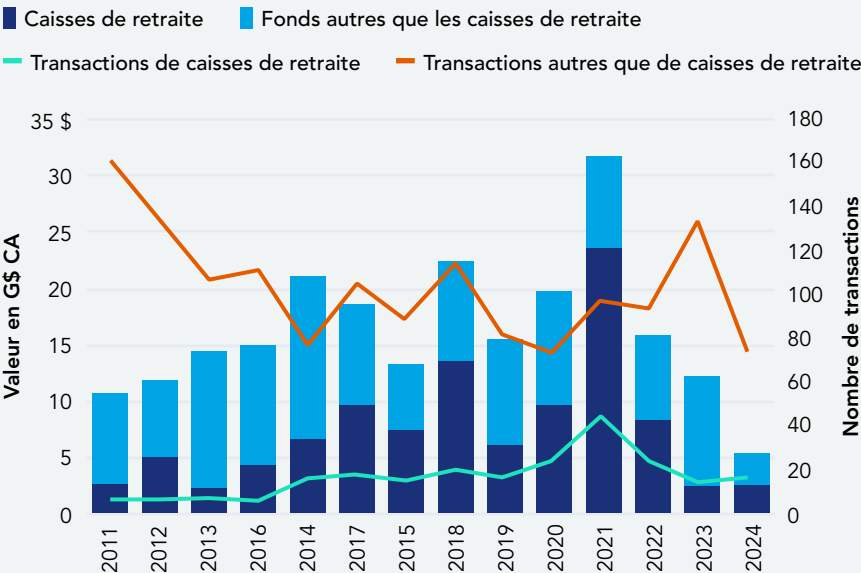
M\$ CA. Dans le secteur des biens et services industriels, Ivanhoé Cambridge (filiale de la CDPQ) et l'entreprise indienne LOGOS ont conjointement investi 180 M\$ CA dans un [pôle industriel au Maharashtra](#), tandis que le Groupe AtkinsRéalis Inc. (anciennement SNC-Lavalin) a investi 38 M\$ CA dans l'ouverture d'un [nouveau bureau à Noida, dans l'Uttar Pradesh](#).

Type d'investissement

INVESTISSEMENTS DES CAISSES DE RETRAITE

En 2024, les caisses de retraite canadiennes représentaient 47 % (2,4 G\$ CA) des IDE du Canada dans la région indo-pacifique, soit une baisse de 8 % par rapport à 2023 (2,7 G\$ CA) qui s'inscrit dans un recul général des investissements des caisses de retraite dans la région. Depuis 2015, [les caisses de retraite ont stimulé les IDE canadiens](#), en apportant une contribution de 52 % (90 G\$ CA) du total des IDE sortants. Cette activité a toutefois connu un ralentissement depuis 2022 dans la foulée des changements de stratégies et des rendements plus faibles des marchés émergents.

FIGURE 13
IDE du Canada dans la région indo-pacifique, par type d'investisseur, de 2011 à 2024



Source : Investment Monitor, fDimarkets, consulté en juillet 2025

Les investissements des caisses de retraite ont atteint un sommet en 2021 (23 G\$ CA), stimulés par d'importantes transactions, dont 9,9 G\$ dans l'acquisition d'actifs australiens de télécommunications et de gaz naturel par l'OIRPC, PSP Investments, le Healthcare of Ontario Pension Plan (HOOPP), la Investment Management Corporation of Ontario (IMCO) ainsi que la Alberta Investment Management Corporation (AIMCo), et l'acquisition par la CDPQ de 50 % d'un parc éolien en mer à Taïwan pour 1,9 G\$ CA. Depuis, ces caisses ont rééquilibré leurs portefeuilles et réduit leurs investissements dans la région indo-pacifique en général en raison d'un ralentissement de la croissance et pertes en devises dans les marchés tels que la Chine et l'Inde.

17 % en 2024, soit le plus faible niveau sur une période de cinq ans. D'autres caisses de retraite ont emboîté le pas. La CDPQ, le RREO et la BCI ont [suspendu tout nouvel investissement en Chine depuis 2023](#) et [réduit leurs activités dans la région indo-pacifique](#). Le RREO a fermé son bureau de Hong Kong en 2025 (tout en maintenant ses bureaux à Singapour et à Mumbai). L'AIMCo a fermé son bureau de Singapour moins d'un an après son ouverture, tandis que la CDPQ, a fermé son [bureau de Shanghai](#) en 2023 tout en maintenant ses activités à Singapour.

Aucune caisse de retraite canadienne n'a ouvert de nouveau bureau dans la région indo-pacifique depuis 2023. En revanche, en 2024, le HOOPP et la BCI ont tous deux accru

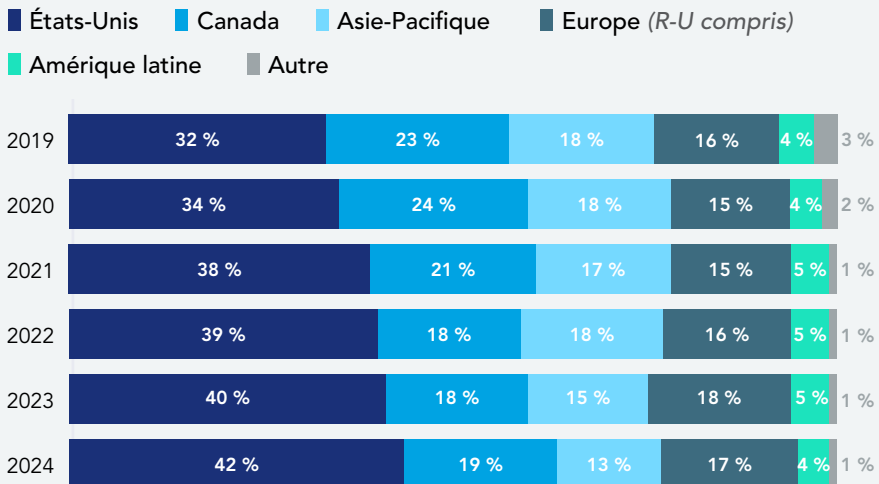
leur présence à Londres, au Royaume-Uni, ce qui témoigne d'un virage vers l'Europe. En moyenne, les avoirs des caisses de retraite en Europe ont atteint 18 % en 2024, une hausse par rapport à 16 % en 2019. L'exposition de l'OIRPC à l'Europe est passée de 10 % à 19 %, ce qui dépassait pour la première fois sa part d'actifs dans la région indo-pacifique.

Les caisses de retraite canadiennes semblent ainsi réorienter leurs investissements vers l'Europe et les marchés nationaux, dans un contexte de tensions commerciales avec les États-Unis, de risques liés aux droits de douane et d'instabilité géopolitique dans la région indo-pacifique. En décembre 2024, le gouvernement fédéral a mis en place des mesures visant à [accroître les investissements au pays](#) en éliminant les plafonds imposés aux placements des caisses de retraite. Alors que la [conserve un double mandat](#) visant à soutenir le développement économique du

Québec, la plupart des autres caisses demeurent axées sur le rendement financier, ce qui fait du Canada l'un des pays présentant la plus faible part d'actifs dans son propre pays parmi les grands régimes de retraite.

FIGURE 14

Avoirs des caisses de retraite canadiennes, répartition géographique, de 2019 à 2024



*Les chiffres sont estimés à partir de moyennes pondérées de Investissements RPC, RREO, OMERS et CDPQ. Les pondérations sont attribuées en fonction de la taille nette des actifs. Les fonds de pension pour lesquels la région Indo-Pacifique représente en moyenne moins de 10% des avoirs totaux, ou ceux dont les données n'étaient pas disponibles sur toute la période, ont été exclus. Source : Investissements RPC, RREO, OMERS, CDPQ. Consulté en août 2025.

La région indo-pacifique représentait en moyenne 18 % des actifs des caisses de retraite canadiennes en 2019, mais 13 % seulement en 2024. L'OIRPC, qui [visait autrefois à détenir le tiers de ses actifs sur les marchés émergents d'ici 2025](#), a réduit ses avoirs de 28 % d'actifs nets en 2019 à

COMPARAISON ENTRE LES FUSIONS ET ACQUISITIONS ET LES INSTALLATIONS NOUVELLES

Depuis 2019, l'écart entre les investissements en fusions et acquisitions (F et A) et les investissements en installations nouvelles dans la région indo-pacifique s'est progressivement resserré, en raison de la hausse des investissements canadiens dans les projets d'énergies nouvelles. En 2019, les F et A représentaient 74 % des IDE canadiens dans la région indo-pacifique, mais leur part a diminué pour s'établir à 55 % en 2024, ce qui témoigne d'un virage à plus long terme et à plus forte valeur vers les installations nouvelles.

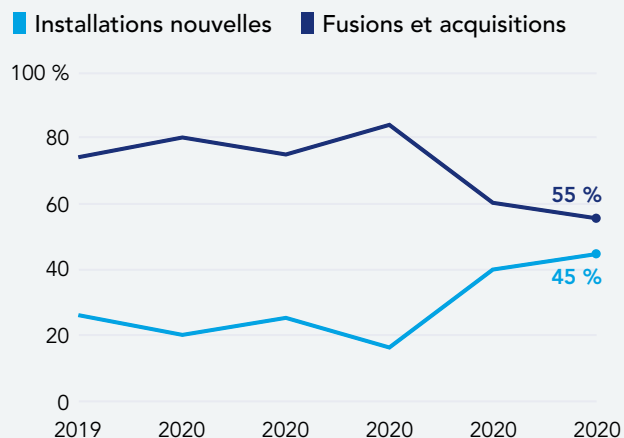
« En 2019, les F et A représentaient 74 % des IDE canadiens dans la région indo-pacifique, mais leur part a diminué pour s'établir à 55 % en 2024, ce qui témoigne d'un virage à plus long terme et à plus forte valeur vers les installations nouvelles. »

Par le passé, [les F et A dominaient les IDE canadiens](#), car elles offraient un accès plus rapide aux marchés, moins de capitaux nécessaires et un rendement des investissements plus rapide. À l'inverse, les projets d'installations nouvelles nécessitent davantage d'investissements au départ et présentent des risques plus élevés, mais ils génèrent des avantages à long terme tels que la création d'emplois, le transfert de technologies et une plus grande intégration dans la région. Ainsi, l'intensification des activités canadiennes dans le secteur des installations nouvelles témoigne d'une plus grande tolérance au risque et d'un engagement à plus long terme envers les marchés de la région indo-pacifique.

Cette augmentation des investissements en installations nouvelles est principalement attribuable aux projets d'énergie renouvelable. Depuis 2020, les entreprises canadiennes ont investi 2,8 G\$ CA dans des projets de production d'énergie renouvelable en Australie, au

FIGURE 15

IDE du Canada vers la région indo-pacifique selon le type d'investissement, de 2019 à 2024



Source : Investment Monitor, fDimarkets, consulté en juillet 2025

Japon, à Taïwan et en Malaisie, ainsi que 3,6 G\$ CA dans la fabrication d'équipements d'énergie renouvelable en Chine, en Corée du Sud, en Thaïlande et en Inde. La société Canadian Solar Inc., à elle seule, a effectué des investissements en installations nouvelles de 4,6 G\$ CA dans la région indo-pacifique, notamment l'acquisition d'une [usine de 3,5 G\\$ CA en Mongolie intérieure](#). [À l'échelle mondiale, les investissements en installations nouvelles dans le secteur de l'énergie renouvelable se sont accrus depuis 2012](#), ce qui confirme davantage cette tendance structurelle.

Parallèlement, les activités de F et A en général ont [ralenti en raison des taux d'intérêt élevés, de l'inflation, de l'incertitude géopolitique](#) et des restrictions sur les IDE plus strictes. Les F et A demeurent concentrées en Australie, qui a attiré près de la moitié des investissements canadiens en F et A dans la région indo-pacifique, grâce à son économie stable, à sa devise plus faible et à son régime d'investissement ouvert. À l'inverse, de nombreuses économies de la région indo-pacifique imposent des [limites strictes à la propriété étrangère](#), ce qui continue de limiter les acquisitions transfrontalières.

CONCLUSION

Malgré la baisse observée en 2024 par rapport à l'année précédente, la relation d'investissement entre le Canada et la région indo-pacifique est plus forte qu'il y a dix ans. Le Canada a reçu 19,2 G\$ CA d'IDE en provenance de la région indo-pacifique en 2024, soit une fois et demie de plus qu'en 2014 et davantage que la moyenne sur dix ans, ce qui témoigne d'une tendance à la hausse à long terme en matière d'investissements de l'étranger. La région indo-pacifique représente désormais environ le quart de tous les nouveaux projets d'IDE au Canada. Les investissements en 2024 étaient principalement concentrés dans l'exploitation minière et les produits chimiques (46 %), les biens et services industriels (41 %) et les technologies (8 %). Cette concentration démontre la mesure dans laquelle les investisseurs de la région indo-pacifique se tournent actuellement vers les secteurs de valeur élevée et axés sur l'innovation et les technologies.

Bien qu'il y ait eu moins de transactions qu'en 2023, l'année 2024 a tout de même été marquée par certains des investissements les plus importants de la région indo-pacifique vers le Canada au cours des dernières années, notamment l'acquisition de Future Electronics par Taïwan (5,2 G\$ CA), la coentreprise Honda et Asahi Kasei du Japon (1,6 G\$ CA) dans le domaine des batteries, et les investissements de la Chine dans de nouveaux projets d'exploitation minière pour un total de 3,7 G\$ CA. La Chine, qui était de loin la principale source d'IDE en provenance de la région indo-pacifique il y a 15 ans, n'a aujourd'hui qu'une faible part de ce volume, ce qui témoigne d'un changement plus général dans les tendances d'investissement. L'Australie, en revanche, s'est imposée comme l'un des investisseurs indo-pacifiques les plus constants et importants au Canada, représentant une part croissante des flux d'IDE bilatéraux.

Parallèlement, la baisse de 57 % des IDE canadiens vers la région indo-pacifique, qui sont passés de 12,2 G\$ CA à 5,2 G\$ CA en 2024, fait ressortir à la fois les contraintes émergentes et les incertitudes régionales, ainsi qu'un changement des priorités chez les caisses de retraite canadiennes. La répartition géographique des investissements canadiens dans la région indo-pacifique change également. Il y a quinze ans, la Chine et Hong Kong représentaient en moyenne 23 % des flux d'IDE bilatéraux du Canada dans la région indo-pacifique. Cependant, ces flux ont maintenant connu une baisse pour s'établir à environ 12 %. À l'inverse, la part de l'Inde est passée de 7 % à une moyenne actuelle de 23 %, ce qui démontre un rééquilibrage constant des IDE canadiens. Les investissements en Australie, au Japon et en Corée du Sud n'ont que légèrement reculé, ce qui témoigne d'une stabilité continue des relations d'investissement avec les partenaires traditionnels du Canada.

Dans ce contexte, l'année 2024 marque un rééquilibrage des liens d'investissement entre le Canada et l'Asie. La région indo-pacifique demeure un important partenaire stratégique à long terme, mais elle est en pleine transformation structurelle. Pour l'avenir, la capacité du Canada à approfondir et à diversifier ces relations d'investissement, notamment dans les minéraux critiques, les technologies propres et la fabrication de pointe, sera déterminante pour renforcer la résilience économique et faire progresser les objectifs de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique.



ASIA PACIFIC
FOUNDATION
OF CANADA

FONDATION
ASIE PACIFIQUE
DU CANADA

La Fondation Asie Pacifique du Canada (FAP Canada) est une organisation indépendante à but non lucratif qui se concentre sur les relations du Canada avec l'Asie. Notre mission est d'être le catalyseur de l'engagement du Canada avec l'Asie et le pont entre l'Asie et le Canada.

La FAP Canada se consacre au renforcement des liens entre le Canada et l'Asie par le biais de ses activités de recherche, d'éducation et de rassemblement, telles que la série de Conférences Canada-en-Asie, nos Missions commerciales féminines en Asie et le projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises, qui favorise une croissance inclusive durable et la réduction de la pauvreté. La FAP Canada collabore également avec des entreprises, des gouvernements et des intervenants du milieu universitaire afin d'offrir aux organisations et aux étudiants canadiens une formation sur les Compétences sur l'Asie.

Nos recherches fournissent aux Canadiens et aux parties prenantes de la région AsiePacifique des informations, des points de vue et des perspectives de grande qualité, pertinentes et opportunes sur les relations entre le Canada et l'Asie. Notre travail de recherche comprend également des articles périodiques intitulés Perspectives, des dépêches, des rapports et des notes de synthèse, des réflexions stratégiques, des études de cas, des explications, ainsi qu'une publication hebdomadaire intitulée Observatoire Asie, qui suit les dernières nouvelles sur l'Asie qui intéressent le Canada.

[Visitez notre site internet](#)

REMERCIEMENTS

La Fondation Asie Pacifique du Canada tient à remercier les membres de l'équipe de recherche qui ont contribué au rapport : Charles Labrecque, directeur de la recherche; Rachael Gurney, spécialiste principale de projet, Commerce international et investissement; et Xuemeng Wang, chercheuse-boursière. La Fondation reconnaît

également le soutien de Vina Nadjibulla, vice-présidente, Recherche et stratégie, ainsi que de l'équipe des communications de la FAP Canada, notamment Michael Roberts, directeur des communications Chloë Fenemore, designer graphique principale, Ted Fraser, éditeur principal, et Sara Tahiri, traductrice française.

.....

